

Résumé

Il ne fait aucun doute que la plupart des mémoires soumis à ce comité portent notamment sur les infrastructures, sur l'éducation et la formation ainsi que sur les allègements fiscaux. Mais j'aimerais brosser un tableau plus vaste, voire planétaire, dans lequel des investissements modestes à l'échelle internationale de la part du gouvernement fédéral peuvent avoir des répercussions notables sur l'ouverture de nouveaux marchés aux biens et services canadiens. Je propose d'adopter une approche écosystémique de l'économie de manière à reconnaître l'interdépendance qui caractérise l'économie de chaque pays, et les conditions ailleurs qui ont de profondes répercussions sur notre propre bien-être économique.

Les entreprises canadiennes sont toujours en quête de nouveaux marchés partout sur la planète et le Canada possède d'énormes possibilités inexploitées qui pourraient faciliter le processus. Des études ont démontré qu'avec des investissements modiques, nous pourrions augmenter notre part de certains marchés de plusieurs pour cent. Il est difficile de s'imaginer que des investissements locaux pourraient avoir autant de rendement, bien qu'il existe des preuves tangibles que le soutien aux économies d'échelle inexploitées, celles freinées par l'extrême pauvreté, la médiocrité de la santé et des infrastructures peu développées, peut ouvrir des débouchés incroyables pour le Canada.

L'aide publique au développement (APD) facilitera le développement de ces marchés. Bien qu'il existe de nombreux arguments humanitaires et moraux en faveur de l'APD et que les priorités du Comité portent sur l'économie canadienne, j'entends démontrer comment des investissements modiques à l'étranger peuvent avoir des répercussions notables ici au pays.

Les tenants et aboutissants de la pauvreté et des retombées économiques

Si le dernier investissement du Canada dans l'APD est représentatif, plusieurs sont réticents à investir dans les pays en voie de développement, car ils considèrent ces régions comme un puits sans fond en termes de capitaux investis avec peu de résultats tangibles. Mais cette perception est fautive; les recherches montrent que des investissements adéquats suivant des protocoles bien définis peuvent avoir des retombées importantes sur les économies étrangères et, éventuellement, sur la nôtre.

Il y a plusieurs manières de s'attaquer à ce problème. Le vieil adage Mieux vaut prévenir que guérir s'applique au chapitre du développement international parce que plus longtemps nous attendons pour nous attaquer aux plus grands défis auxquels le monde est confronté, plus il en coûtera cher pour les résoudre. Les marchés émergents demeurent fragiles et des désastres naturels peuvent perturber les économies.

La récente épidémie d'Ebola en est un bon exemple : selon la Banque mondiale, les pertes se chiffrent à 2,2 milliards de dollars en ce qui a trait au PIB de trois pays en 2015 seulement. Les dépenses consacrées à l'aide pour lutter contre

cette maladie s'élèvent à 4 milliards de dollars. Compte tenu de la virulence de sa propagation, les investissements en soins de santé, en infrastructures et en nutrition ont été insuffisants.

À part le nombre de victimes, nous ne saurons probablement jamais le coût global épongé par le commerce et les entreprises du Canada découlant de cette situation, mais nous savons que le Canada a consacré plus de 100 millions de dollars à la lutte contre cette maladie. Le coût total avoisine les 10 milliards de dollars, montant de loin supérieur à celui qui aurait servi à endiguer l'épidémie dès le départ.

Beaucoup trop souvent, nous entendons que nous devons nous occuper des nôtres avant tout, et que le monde en développement est un puits sans fond en matière d'aide, l'argent étant stupidement dilapidé par les régimes corrompus et les ONG prêtes à la compassion excessive. La recherche à long terme démontre clairement que nous pouvons aider les gens de pays en voie de développement en éduquant leurs enfants, en nourrissant leur famille et en prenant soin de leurs malades; ce faisant, nous contribuons à enrayer la prochaine pandémie, à créer des marchés durables et à désamorcer le prochain conflit armé avant même qu'il commence.

En voici quelques exemples :

Santé

Étant donné les bons résultats obtenus avec le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, on estime qu'en 2017-2020 un fonds entièrement renfloué favoriserait des retombées économiques de jusqu'à concurrence de 290 milliards de dollars américains grâce à une amélioration de la santé et une société plus productive. Pour mettre les choses en perspective, chaque tranche de 100 millions de dollars américains que le Canada s'engage à verser au Fonds permettra de sauver jusqu'à 60 000 vies, endiguera jusqu'à 2,3 millions de nouvelles infections et injectera 2,2 milliards de dollars américains en gains économiques à long terme.

Cette hausse de 2,2 milliards ouvre la porte à des possibilités d'investissement pour les entreprises canadiennes et, par conséquent, donne accès à des biens et services canadiens à un plus grand nombre de clients, seulement en soutenant un seul fonds.

Nutrition

Le Consensus de Copenhague de 2012 a révélé que les interventions visant explicitement la nutrition produisent certains des meilleurs rendements de l'investissement parmi toutes les interventions de développement. Elles offrent un rapport avantage-coût de 16 pour 1 – chaque dollar que nous versons se traduit par un gain de 16 \$ – et pourraient

réduire d'un tiers le retard de croissance des enfants et d'un quart la mortalité infantile. Les enfants ayant accès à une nutrition convenable réussissent mieux à l'école et, adultes, gagnent 20 % de plus sur le marché du travail et ont 10 % plus de chances de posséder leur entreprise.

Les enfants en santé ont un système immunitaire plus fort et sont moins susceptibles d'être touchés par des maladies. Par exemple, le vaccin oral contre la polio est quatre fois moins efficace chez les enfants souffrant de malnutrition que chez les enfants bien nourris.

La malnutrition chez les enfants peut causer un retard de croissance (taille insuffisante par rapport à l'âge), une déficience des fonctions cognitives, un système immunitaire affaibli et une diminution marquée de leur potentiel salarial – perpétuant le cycle de la pauvreté et du rendement économique faible des populations mal alimentées.

Une fois de plus, ces investissements sont directement liés à la croissance de l'économie des pays sous-développés. Plutôt que de bénéficier de l'aide étrangère, avec des investissements adéquats maintenant, ils pourraient éventuellement retourner la faveur et devenir des investisseurs nets au Canada.

Études

Selon un rapport de l'OCDE de 2015, *Universal Basic Skills: What Countries Stand to Gain*, « le manque à gagner économique dû aux mauvaises politiques et pratiques éducatives laisse de nombreux pays dans ce qui constitue un état permanent de récession économique » et, dans cet exemple : « Parmi les pays comparés, le Ghana enregistre le plus bas taux de scolarisation dans les écoles secondaires (46 %), mais également les plus mauvais résultats scolaires en ce qui concerne les élèves de 15 ans... Il semble improbable que le Ghana atteigne l'objectif des compétences universelles de base dans un avenir proche, mais s'il y parvenait, il pourrait multiplier, sur toute la durée de vie de ses enfants nés aujourd'hui, en valeur actualisée, son PIB courant par 38. Cela équivaut à tripler son futur PIB actualisé tous les quatre ans au cours de la vie active des élèves dotés de compétences renforcées. »

Un PIB multiplié par 38 seulement en donnant accès à sa population à une éducation élémentaire. Dans ce rapport, l'OCDE prédit une énorme augmentation de 627 % du PIB pour l'ensemble des pays à revenu intermédiaire dans la tranche inférieure si les enfants acquéraient des compétences de base.

Quels énormes marchés s'ouvriraient pour le Canada dans cette économie mondiale en expansion? Et la question ici comme dans toutes ces interventions, ce n'est pas qu'elles coûtent extrêmement cher, c'est simplement un manque d'intérêt de la part des pays riches de les mettre en œuvre.

À l'échelle mondiale, plus de 260 millions d'enfants et de jeunes ne peuvent fréquenter l'école. Si la tendance actuelle se maintient,

l'International Commission on Financing Global Education Opportunity estime que moins d'un enfant sur trois dans les pays peu nantis aura accès à un apprentissage de base d'ici 2030.

Nous sommes en plein cœur d'une crise mondiale en matière d'apprentissage causée par un manque de financement consacré à l'éducation internationale, et ce sont les filles qui sont les plus touchées. Mais éduquer les filles est l'une des meilleures choses que nous puissions faire pour la société et pour obtenir les meilleurs rendements sur les investissements.

Le Partenariat mondial pour l'éducation (PME) est actuellement le seul partenariat multilatéral dont le fonds est consacré exclusivement à l'éducation dans les pays à faible et à moyen revenu, et qui doit être renfloué. La juste part du Canada s'élève à 260 millions de dollars canadiens.

Bon nombre d'études et de rapports ont fait état des résultats de l'APD dans ces catégories primaires et les conclusions sont sans équivoque : de petits et judicieux investissements engendrent des retours totalement disproportionnés tant en capital humain qu'économique. Les investissements en cours de l'APD ont fortement contribué à la croissance et au rendement de pays jadis sous-développés comme le Brésil et la Chine, ce dernier passant de deuxième principal bénéficiaire de l'Aide publique au développement au deuxième plus grand marché pour les biens et services canadiens.

En 1981, 44 % de la population mondiale vivait dans une situation de pauvreté extrême, alors qu'en 2015, le pourcentage a chuté par un facteur de 4 sous 10 %, malgré une forte hausse de la population. Cela concorde avec la forte croissance du PIB de l'Asie (5,7 %/par décennie) et de l'Afrique (3,8 %/par décennie) depuis 1961.

Il fut un temps où l'on pouvait constater deux solitudes, les nantis et les démunis, avec une grande disparité économique entre les pays développés et sous-développés. Au cours des dernières décennies, des régions entières ont tenté de combler cet écart, générant d'innombrables possibilités pour les entreprises et les investissements canadiens.

Le Canada est très en retard par rapport à d'autres pays

Hélas, le Canada ne peut pas s'attribuer une grande part du mérite. Depuis près de 30 ans, la contribution du Canada à l'APD a chuté, et à l'occasion de façon marquée. Depuis 1990, l'aide du Canada a diminué presque de moitié, passant de 0,49 % du PIB à un maigre 0,26 %, malgré les accords internationaux de consacrer 0,7 % du PIB à l'APD. Seul un autre pays membre du G8 dépense moins que le Canada en termes de pourcentage du PIB, et le Canada vient en dernière place sur le plan des dépenses totales. Et cela, en dépit du fait que le Canada se classe au cinquième rang des pays du G20 au chapitre du PIB par habitant, avec une légère

différence séparant notre rendement économique et les économies les plus prospères du monde.

Manifestement, ce n'est pas parce que nous n'en avons pas les moyens.

Le gouvernement de monsieur Trudeau a promis d'appuyer les objectifs du développement durable des Nations Unies dans le cadre de son engagement à améliorer la prospérité des habitants du monde entier. Si tel est le cas, il nous reste beaucoup à faire avant de respecter cette promesse. Sans changements structurels majeurs, ce gouvernement présentera le plus faible niveau d'engagement à l'égard de l'APD par rapport à celui de tout autre gouvernement canadien depuis un demi-siècle, soit 40 % inférieur à la contribution moyenne de tous les pays développés.

Pour un pays tributaire des échanges commerciaux, nous démontrons une grande ignorance du coût de notre propre économie, en ne faisant rien sachant que le monde fonctionne bien en deçà de son plein potentiel. Les enjeux qui étouffent ces marchés potentiels sont généralement très connus et favorables à des améliorations en matière de financement dans le cadre de l'APD; que ces économies soient encore à un niveau si bas n'a rien à voir avec le succès mitigé de l'APD, mais plutôt avec la parcimonie des pays riches comme le Canada. L'ignorance de nos propres intérêts fait en sorte que de nombreuses interventions sont au mieux des demi-mesures, et les résultats économiques positifs sont grandement retardés ou ne peuvent pas éclore.

Il est facile de poser la question suivante : « Combien ça va coûter? » en termes de dépenses dans le cadre de l'APD, mais la véritable question devrait être : « Combien cela coûtera-t-il si nous ne faisons rien? » Il a été démontré à maintes reprises que le coût sera de loin plus élevé.

Conclusion

Des recherches sommaires révèlent qu'il n'y a aucun argument économique mesurable à refuser des interventions appropriées dans le cadre de l'APD; le fait que nous ne sommes pas à la hauteur semble indiquer qu'il ne s'agit pas d'une absence de preuves, mais d'une volonté politique qui nous empêche d'entrer adéquatement dans ces marchés potentiels.

La situation actuelle me rappelle notre approche par rapport à l'itinérance : les recherches nous ont appris qu'il est plus économique de loger les sans-abri que de traiter avec eux comme itinérants, avec tout ce que cela implique, notamment la criminalité, les maladies et les problèmes de santé mentale. Mais à craindre d'être trop compatissant, de donner aux non méritants, d'être trop empathiques à l'égard des « parasites », nous nous tirons dans le pied en ce qui a trait à l'économie en adoptant une approche excessivement parcimonieuse qui nie le droit le plus fondamental de l'être humain au logement, tout en augmentant considérablement nos coûts.

Notre approche à l'égard de l'APD est la même : malgré notre savoir chèrement acquis pour améliorer le sort de millions de personnes, avec les avantages concordant à notre propre économie, les gouvernements qui se sont succédé semblent renier ces avantages économiques plutôt que de faire la

« charité » aux « habitants d'un autre pays ». Il s'agit d'une approche inefficace et autodestructive, et j'encourage fortement le gouvernement fédéral à rectifier la situation et à renverser la vapeur, à faire ce qui est bon pour le bien-être et la prospérité des Canadiens, et à commencer immédiatement le processus budgétaire visant à amener les niveaux d'aide publique au développement à ceux promis et convenus.